



Actualité politique en Hongrie

Jeudi 3 avril 2012

18h30-20h30

Maison de l'Europe de Paris

La situation économique et politique de la Hongrie s'avère chaque jour plus préoccupante. Sous le coup d'une procédure de déficit excessif de Bruxelles depuis son adhésion à l'Union européenne en mai 2004, soit près de huit ans, elle frôle aujourd'hui la banqueroute. Au pouvoir depuis un an et demi, le Premier ministre Viktor Orban ne parvient toujours pas à redresser le pays. En outre, le gouvernement hongrois a pris des mesures concernant la justice et les médias qui ont soulevé des protestations et suscité l'embarras des instances européennes.

Avec la participation de **Zoltan FEJES**, expert en questions politiques, **Lukas MACEK**, directeur du 1er cycle est-européen de Sciences-Po à Dijon et **Georges MINK**, directeur de Recherche à l'Institut des Sciences sociales du Politique au CNRS et directeur d'études du programme Etudes Interdisciplinaires Européennes du Collège d'Europe (Natolin-Varsovie), spécialiste des systèmes sociaux et politiques de l'Europe centrale et orientale.

Ce débat a été animé par **Jean-Yves CAMUS**, chercheur associé, Institut de relations internationales et Stratégique (IRIS)

Catherine LALUMIERE précise en introduction qu'il est question de la Hongrie, mais aussi de toute l'Union européenne. En effet, tous les Etats européens se trouvent actuellement confrontés aux mêmes difficultés, notamment le nationalisme. La Hongrie a été meurtrie, suite au traité de Trianon. Signé le 4 juin 1920, il a officialisé ses nouvelles frontières et lui a fait perdre une grande partie de son territoire.

La présidente de la Maison de l'Europe de Paris propose de tourner cette page sombre de l'histoire, comme l'avaient fait, auparavant, les pères fondateurs. En Europe, les périodes troubles voient resurgir les nationalismes. L'objet de cette conférence est de réfléchir sur ces phénomènes et la fragilité des valeurs européennes, non seulement en Hongrie, mais également dans toute l'Europe.

Zoltan FEJES rappelle d'abord la situation dans laquelle le gouvernement actuel de Viktor Orbán, a accédé au pouvoir. Sur le plan politique, les questions qui auraient dues être réglées depuis 1990 n'ont pu l'être faute de majorité des 2/3 au Parlement hongrois. Du point de vue économique, la crise de 2008 a été surmontée grâce à l'intervention du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la présidence française de l'Union européenne (UE).

Dans ce contexte, le gouvernement Orbán a instauré un taux unique d'imposition des revenus, qui, selon les experts, n'aura d'effets visibles que sur le long-terme. Par conséquent, les recettes de l'Etat ont diminué considérablement. Afin d'augmenter les revenus de l'Etat, le gouvernement a entamé des discussions avec la Commission européenne afin d'accroître le déficit budgétaire autorisé. Il a également renvoyé la délégation du FMI pour avoir plus de flexibilité et de liberté dans ses démarches.

L'introduction de différentes taxes a été contestée au sein de l'Union européenne, particulièrement, la taxe sur le secteur des télécommunications, considérée comme non-conforme au droit européen par la Commission européenne.

La taxe bancaire a également suscité des réactions. Elle a été instaurée par le gouvernement Orbán en réponse à la situation bancaire entre 1998 et 2002. Le gouvernement de la Fidesz (parti de Viktor Orbán) avait octroyé des prêts pour la construction de logements, qui ont été supprimé par le gouvernement suivant. Ainsi, ceux qui voulaient construire, ont emprunté aux banques dans une monnaie étrangère. Après 2008, la crise a provoqué une première augmentation des taux de change. Les banques ont augmenté les mensualités, parfois entre 50 et 100%. Le gouvernement Orbán a essayé de réduire l'endettement des citoyens qui ont contracté les crédits en franc suisse et en euro. Cependant, ces mesures ont été contre-productives puisqu'elles ont entraîné une seconde augmentation du taux de change et ont ainsi rendu la situation encore plus difficile à supporter pour les personnes endettées. De plus, les milieux économiques redoutent le manque de stabilité des mesures prises à la hâte et susceptibles d'être modifiées quelques semaines après.

A la fin de l'année 2011, le gouvernement a entamé une révision de sa politique afin de pouvoir emprunter et obtenir le soutien du FMI. Les discussions avec le FMI n'ont pas débuté en raison d'un accord entre l'Union européenne et le FMI, qui n'ouvriront les négociations que lorsque les différends avec la Hongrie seront réglés. En effet, la législation sur les médias, la nouvelle constitution et d'autres dispositions sur le système judiciaire et économique, ont fait réagir la

Commission européenne. Zoltan FEJES souligne que la question n'est pas d'ordre juridique, mais politique puisqu'il s'agit de savoir si le système établi en Hongrie est conforme aux valeurs européennes. Dans ce cas, il considère que la question ne devrait pas être traitée par la Commission européenne, mais par une instance politique : le Parlement européen. Or, au Parlement européen, le Parti populaire européen (PPE), majoritaire, est opposé aux sanctions puisque la Fidesz en fait partie. Selon le Conseil des ministres, il faut sanctionner l'élite politique et les sociétés proches des autorités, mais pas la population. Cependant, les mesures que la Commission européenne souhaite mettre en œuvre, à savoir la suspension des fonds de cohésion, si la Hongrie ne réduit pas son déficit budgétaire, touchent directement la population.

Enfin, il faut garder à l'esprit que, historiquement, la Hongrie a souffert des interventions étrangères. Elle a été blessée notamment en 1848, lors de révolution contre la domination des Habsbourg écrasée par l'intervention russe, et également après la Première guerre mondiale avec le traité de Trianon.

La situation politique actuelle est le résultat de ce que Zoltan FEJES appelle un « soft passage » du communisme à un nouveau régime. L'absence de mise en cause de la responsabilité politique des personnes impliquées dans le régime soviétique, a empêché le renouvellement de la société. Il aurait fallu également, un dédommagement des personnes qui ont perdu beaucoup en termes économique. Pourtant, ces questions relatives au changement de système sont restées irrésolues.

Georges MINK aborde la question des forces politiques hongroises, leur nature, leur origine et leur positionnement. Il s'interroge d'abord sur les raisons qui expliquent quasi absence de l'opposition face au parti de Viktor Orbán, hormis le Jobbik (parti d'extrême droite hongrois).

Selon lui, cette situation résulte de l'absence de ligne de démarcation morale et politique en 1989. En effet, le parti communiste hongrois a réussi à s'insérer dans la démocratie hongroise par différents faits qui l'ont légitimé. Dans un premier temps on traite le communisme différemment que dans les autres pays issus du bloc soviétique : sur un mode ironique. Pendant très longtemps, les ex-communistes sont légitimés par des coalitions avec l'ancienne opposition démocratique. Cela leur permet d'échapper au passé sans le solder. Ils font ainsi partie de la coalition socialiste au pouvoir, jusqu'en 1997, moment où éclatent divers scandales de corruptions qui permettent le retour de la Fidesz au pouvoir.

Quant à Viktor Orbán, à l'origine, il est un jeune social-libéral. Il a constitué un mouvement appelé le « kindergarten » (jardin d'enfants) de l'Alliance des démocrates libres, c'est-à-dire de l'opposition démocratique. Lorsque ce parti se rallie aux ex-communistes, il se tourne vers le national-libéralisme. Il s'agit d'un personnage ambigu qui crée la controverse et notamment par ses choix politiques.

D'autre part, Orbán n'est pas un cas isolé en Europe centrale. On observe une fatigue dans la transition politique et économique des « pays de l'est ». En effet, le passage à une économie de marché a eu des coûts sociaux auxquels les sociaux-démocrates n'ont pas su apporter de réponse. Ce phénomène s'est produit en Hongrie, mais également en Pologne avec les frères Kaczynski.

En Hongrie, la gauche n'est plus en mesure de constituer une opposition au gouvernement actuel. On observe un embryon de contestation dans la société civile qui s'apparente aux indignés et

dénonce les dérives antisémites et d'extrême droite de la Fidesz. Cette partie de la société civile reste peu visible et audible à cause du parti au pouvoir, mais continue d'organiser des manifestations. De nombreux intellectuels connus dénoncent les exactions et mettent en lumière les contradictions que doit résoudre le pays. En effet, la Hongrie allie une économie libérale et une centralisation du système étatique, qui grignote de l'autonomie au citoyen.

Viktor Orbán se trouve au pied du mur : il est allé trop loin dans la centralisation du pouvoir et le changement de cadre de l'Etat. Cette banalisation de certaines contre-valeurs européennes fait planer l'incertitude quant à l'avenir politique de la Hongrie. Une influence extérieure directe pourrait avoir des effets négatifs et conduire à une stigmatisation de l'interventionnisme étranger par le gouvernement. La Pologne, par exemple, a perçu l'ambiguïté d'Orbán et veille à ne pas l'acculer pour ne pas le pousser à davantage de radicalisme. Il s'agit de conserver une marge de manœuvre pour l'Union européenne et pour le gouvernement hongrois.

Lukas MACEK note que la Hongrie est un cas intéressant dans le sens où il permet d'éclairer ce qui se passe ailleurs en Europe. D'autre part, lorsqu'il existe un problème dans l'UE, il concerne l'ensemble de l'UE.

Il y a beaucoup d'oppositions au gouvernement actuel en Hongrie. Toutefois, des critiques extérieures trop idéologiques et générales à l'encontre du gouvernement peuvent se révéler contre-productives. Par exemple, le changement du nom, institué par la nouvelle constitution, passant de République hongroise à Hongrie, a été mal perçu en France et interprété comme une attaque au régime républicain hongrois. Ce type d'amalgames et de raccourcis discrédite les critiques justifiées. L'UE devrait éviter les critiques idéologiques et les gestes politiques spectaculaires. En 2000, la politique menée par l'UE à l'égard de l'Autriche au moment de l'entrée au gouvernement du parti d'extrême droite avait été un échec. Les médias ont beaucoup traité le cas de la Hongrie sur une courte période, mais n'ont pas effectué de suivi quotidien. Leurs critiques reposaient souvent sur des « procès d'intention » plutôt que sur des faits concrets. Néanmoins, la Commission européenne a trouvé une bonne approche en opposant des arguments juridiques forts, plutôt qu'idéologiques.

Il n'en demeure pas moins que des signes inquiétants de l'évolution de la situation politique hongroise existent. En effet, la perte des contre-pouvoirs en démocratie conduit à la tentation d'abuser d'une position dominante.

Pour comprendre la situation actuelle, il faut garder à l'esprit l'échec et le discrédit du gouvernement de centre-gauche entre 2006 et 2010. Selon Lukas Macek, l'arrivée au pouvoir de forces politiques tels que les populismes ou les extrêmes, sont le résultat d'une sanction politique à l'égard de la classe politique modérée. Depuis, l'opposition n'est assurée que par le Jobbik. Ce parti d'extrême droite reprend en partie les idées du MIEP (parti d'extrême droite dans les années 90), soit : la nostalgie de la grande Hongrie et le rejet du Traité de Trianon. Le Jobbik insiste également sur la question des Roms, profite d'un contexte de crise et du discrédit des élites politiques. Ce discours du « tous pourris » se retrouve partout en Europe centrale.

On observe effectivement, un épuisement des forces politiques qui avaient sorti le pays du communisme et un certain désenchantement qui laisse place à des mouvements inquiétants. De

plus, la Hongrie est un pays fragilisé par des traumatismes historiques profonds et il est aisé de jouer sur ces frustrations.

Enfin, à propos de la nouvelle constitution hongroise, Lukas Macek considère qu'elle ne peut être, de par sa nature, rédigée par un seul homme, de surcroît un homme avec des positions idéologiques fortes. La constitution ne doit pas être le fruit d'une majorité politique momentanée, mais s'inscrire dans la recherche du consensus. Pendant vingt ans, la Hongrie n'a pas été en mesure de dégager le consensus nécessaire à la rédaction d'une nouvelle constitution, et contrairement aux autres pays de la région, n'a pas pu générer un nouveau départ juridico-politique pour le pays.

Le 26 avril 2012, Manon Le Yeuc'h